

# alternatives

## LE JOURNAL

VOL.10 • NO.3 / NOVEMBRE 2003

UN JOURNAL POUR UN MONDE DIFFÉRENT

WWW.ALTERNATIVES.CA



Un soldat monte la garde à l'entrée d'un campement situé près de la frontière avec le Kurdistan irakien, au sud de la Turquie.

Il fallait s'y attendre. Les Kurdes irakiens ont déjà signifié une fin de non-recevoir à toute présence militaire turque en sol kurde. À tort ou à raison, la République turque est perçue par Kurdes et Arabes comme la continuation de l'Empire ottoman qui a dominé la région pendant près de quatre siècles. La Turquie lorgne, croit-on, le pétrole de Kirkouk, où habite une influente minorité turcophone.

Déjà, face aux vives réactions en Irak — notamment celles du Conseil de gouvernement irakien, pourtant très proche de la position américaine — et aux multiples critiques émanant de presque tous les secteurs de la population turque, le gouvernement du premier ministre Recep Tayyip Erdogan serait en train de chercher une façon de s'extirper d'une prise de position qui ressemble de plus en plus à un piège. À Ankara, des manifestants ont bruyamment proposé à Erdogan d'aller lui-même en Irak s'il aimait tant ce pays. Encore plus embarrassant, les contestataires appartiennent à la mouvance islamiste, celle qui a porté cet ancien maire d'Istanbul au pouvoir.

Élu par plus de 35 % des suffrages, le 10 mars 2003 — du jamais vu dans l'histoire récente de la politique turque — Erdogan a suscité d'immenses attentes auprès de la population. Islamiste modéré, le premier ministre a fait du redressement de l'économie nationale en crise, sa priorité absolue.

Il n'a pas seulement hérité d'une catastrophe économique, mais aussi d'une dette externe qui frôle les 120 milliards de dollars. Avant son départ, l'ancien ministre des

## Le controversé pari de la Turquie

Le statut d'allié d'une superpuissance n'est pas nécessairement de tout repos. La Turquie vient d'en faire la preuve. En votant fin septembre une résolution autorisant l'envoi de 10 000 soldats en Irak, à la demande expresse du régime de George Bush, le gouvernement turc a réussi, d'un seul coup, à dresser contre lui l'immense majorité de sa population.

Finances, Kemal Dervis, avait à lui seul ajouté à cette somme 30 milliards empruntés au Fonds monétaire international (FMI). Ce même Dervis est un ancien haut cadre du FMI qui a servi de relais entre Washington et Ankara.

### Une fragile reprise économique

Depuis les élections parlementaires de novembre 2002, la crise a commencé à se résorber. La monnaie nationale a repris du poil de la bête vis-à-vis du dollar américain, le taux de chômage a diminué et l'hémorragie provoquée par la fermeture de banques privées, véritables gouffres financiers, s'est résorbée. De nouveau, les citoyens recommencent à respirer. À Istanbul, on sent un optimisme prudent. Les boutiques de la Bagdat Caddesi, cette avenue très huppée qui traverse le quartier de Kadiköy, sur la rive asiatique, brillent de toutes leurs lumières.

« Tayyip [Ergodan] a cassé les reins aux grands bandits, ceux qui nous

avaient saignés à blanc », nous a déclaré Mustafa, un étudiant rencontré à bord du traversier qui relie les rives occidentale et orientale du détroit du Bosphore. Par « grands bandits », il entend les banquiers privés qui ont dilapidé le trésor public en se faisant rembourser pour du vol à peine dissimulé. La mesure a renforcé la réputation d'Erdogan comme redresseur de torts.

Mais c'est une fragile reprise qui n'autorise aucun soupçon de soulagement de la part du gouvernement. L'ampleur de la dette fournit aux Américains un argument de poids. Et voilà qu'il y a quelques semaines, les États-Unis ont « consenti » à la Turquie un prêt de 8,5 milliards de dollars, soulignant davantage son état de dépendance envers l'oncle Sam. La mesure ne fait que repousser quelques échéances, tout en enfonçant le pays dans un nouveau cycle de dépendance économique et politique.

C'était le but visé. Finies les folies,

a-t-on fait savoir à Washington. On se souvient qu'en mars, ce même Parlement avait refusé d'autoriser un contingent de troupes américaines à transiter par la Turquie, forçant Washington à envahir l'Irak à partir de la frontière sud.

Au Pentagone, on n'a guère apprécié. Un mois après, le sous-secrétaire à la guerre, Paul Wolfowitz, de passage à Ankara, a encouragé l'état-major turc à prendre les choses en main si le gouvernement ne voulait pas le faire. Il savait à qui il s'adressait. Les forces armées, avec la bureaucratie et les grands médias, constituent « l'État profond » qui gouverne réellement la Turquie. À Ankara, ce message aurait été compris.

### Un moindre mal

Coincés, Erdogan et son ministre des Affaires étrangères, Abdullah Gul, ont choisi ce qu'ils croyaient être un moindre mal : offrir aux militaires turcs, membres d'une caste privilégiée au sein de la

société, le rôle de mercenaires pour le compte des États-Unis, en échange du nouveau prêt.

En faisant voter toute la députation parlementaire du Parti de la justice et du développement (AKP) en faveur de la résolution, Erdogan et Gul voulaient jouer les fins renards. Mais le Parlement n'a fait qu'accorder au gouvernement le droit de procéder comme bon lui semble. Il est tout à fait possible que l'on choisisse de ne pas envoyer de soldats, a expliqué le ministre lors du sommet islamique de Kuala Lumpur, en Malaisie. Et Erdogan de renchérir : « Si on ne veut pas de nous, nous resterons à la maison », avant d'admettre que, finalement, ce sont les Américains qui font la loi et l'opinion en Irak.

Toutefois, l'obstacle principal à l'envoi d'un contingent turc ne vient pas des Kurdes, ni des Irakiens inféodés aux forces d'occupation américaines. Il puise sa force dans le rejet par une forte majorité des citoyens, toutes catégories confondues, de toute intervention à l'étranger, surtout sous le contrôle des États-Unis.

Toujours très populaire auprès des citoyens, Erdogan fait valoir l'argument du réalisme. Mais l'attaque à la voiture piégée contre l'ambassade turque à Bagdad, survenue à la mi-octobre, vient rappeler aux Turcs les dangers d'une telle aventure.

Fred A. Reed

L'auteur, qui revient d'un séjour en Turquie, est journaliste et spécialiste du Moyen-Orient.

### Repères Turquie



La Turquie est une république centralisée. La capitale est Ankara et la langue officielle est le turc.

La population est de 67,3 millions d'habitants, composée principalement de Turcs (90 %), de Kurdes (7 %) et d'Arabes (1,2 %).

La principale religion est l'islam (98 %). Les deux tiers des musulmans sont de confession sunnite, le tiers, de confession chiite.

#### QUELQUES DATES :

- 1923 : fondation de la république de Turquie. Mustafa Kemal devient président et exerce un pouvoir dictatorial, tentant de moderniser l'État. Il instaure la laïcité du pays.
- 1952 : la Turquie devient membre de l'OTAN.
- 1974 : tentative de putsch à Chypre. La Turquie occupe la moitié nord de l'île.
- 1980 : période d'instabilité politique. L'armée prend le pouvoir et une nouvelle constitution est approuvée par référendum,

deux ans plus tard. Le général Kenan Evren est nommé à la présidence.

- 1984 : début du conflit armé avec le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), groupe minoritaire qui revendique l'indépendance du Kurdistan.
- 1999 : la Turquie est officiellement admise comme candidate à l'Union européenne.
- 5 mai 2000 : élection de Ahmet Necdet Sezer, ancien président de la Cour constitutionnelle, à la présidence de la République. Pour la première fois, la Turquie se dote d'un président qui est issu ni de l'armée ni de l'appareil politique.
- 3 août 2002 : le parlement turc vote l'abolition de la peine de mort, une des principales conditions pour l'admission de la Turquie à l'Union européenne.
- 11 mars 2003 : l'ancien islamiste, Recep Tayyip Erdogan, dirigeant du parti au pouvoir, est nommé premier ministre de Turquie.

# La Bolivie, le pays qui veut exister

Une immense explosion de gaz. Voilà ce qu'a été le soulèvement populaire qui secoua toute la Bolivie avant d'aboutir à la démission, le 17 octobre, du président Sánchez de Lozada. Il s'est enfui en laissant derrière lui un nombre considérable de morts.

Le gaz naturel devait être envoyé en Californie pour un prix dérisoire à travers des terres chiliennes qui, en d'autres temps, avaient été boliviennes. L'envoi du combustible via un port chilien a tourné le fer dans la plaie : la Bolivie exige en vain, depuis plus d'un siècle, de récupérer un accès à l'océan qui a été perdu en 1883, lorsque le Chili a gagné la guerre.

Ce peuple s'est soulevé parce qu'il refuse d'accepter que le gaz naturel ne subisse le même sort qu'ont subi, autrefois, l'argent, le salpêtre, l'étain et tout le reste. En Bolivie, les ressources naturelles non-renouvelables partent sans laisser d'adieux et ne reviennent plus jamais.

**Lorsque l'histoire se répète**  
Depuis cinq siècles, la fabuleuse richesse de la Bolivie est une malédiction pour les Boliviens, les plus pauvres parmi les pauvres d'Amérique du Sud.

Durant l'époque coloniale, pendant plus de deux siècles, l'argent de la ville de Potosi a été le principal agent de développement de l'Europe capitaliste. Au beau milieu du XVI<sup>e</sup> siècle, la ville la plus peuplée, la plus chère et la plus prodigieuse du monde a surgi

et grandi au pied d'une montagne où l'argent abondait. Cette montagne avalait littéralement les autochtones. Les communautés se vidaient de leurs hommes, qui, venant de partout, se rendaient à pied jusqu'aux galeries souterraines de la mine. Pour dix hommes qui entraient, seulement trois en sortaient vivants. Mais les mineurs, qui ne faisaient pas long feu, généraient la fortune des banquiers flamands, génois et allemands, créateurs de la couronne d'Espagne. Ces autochtones ont rendu possible l'accumulation des capitaux qui a fait de l'Europe ce qu'elle est aujourd'hui. Que reste-t-il en Bolivie de tout ceci ? Une montagne vide et une quantité innombrable d'autochtones assassinés par exténuation.

Quand la Bolivie a perdu la guerre du Pacifique contre le Chili, à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, elle a perdu non seulement son accès à la mer, pour se retrouver barricadée au cœur de l'Amérique du Sud, mais aussi son salpêtre. L'histoire officielle raconte que le Chili a gagné cette guerre, mais l'histoire réelle confirme que le vrai vainqueur a été l'entrepreneur britannique, John Thomas North. Sans tirer une seule balle, sans dépenser un sou, North a conquis des territoires appartenant autrefois à la Bolivie et au Pérou. Il s'est converti en roi du salpêtre, fertilisant indispensable pour alimenter les terres fatiguées de l'Europe.

Au cours du XX<sup>e</sup> siècle, la Bolivie a été le principal fournisseur d'étain sur le marché mondial. Les boîtes de conserve, qui ont rendu Andy Warhol célèbre, provenaient de mines qui produisaient de l'étain et des veuves. Dans les profondeurs des galeries, la poussière de silice tuait par asphyxie. Lors de la Seconde Guerre mondiale, la Bolivie a contribué à la



Au fil des siècles, l'exploitation des ressources naturelles en Bolivie a servi des intérêts étrangers.

cause des Alliés en vendant son minerai à un prix dix fois plus bas que les bas prix de toujours. Les salaires des ouvriers ont été réduits à néant. Il y a eu des grèves : les mitrailleuses crachèrent le feu.

#### Victoires

L'histoire de la Bolivie, ignorée, abonde de déroutés et de trahisons, mais également de miracles, de

ceux dont sont capables les laissés-pour-compte lorsqu'ils cessent de se déprécier eux-mêmes et mettent un terme aux luttes internes. Des événements stupéfiants surviennent de nos jours.

En l'an 2000, un cas unique au monde se produit : une communauté « déprivatisée » l'eau à Cochabamba. Les *campesinos* ont marché depuis

les vallées et ont assiégé la ville qui s'est elle-même soulevée. On leur répondit par des balles et des gaz lacrymogènes. Le gouvernement décréta l'état de siège. Mais la rébellion collective continua, jusqu'à ce que l'eau soit retirée des mains de la compagnie américaine Bechtel. Le peuple a récupéré l'eau pour l'irrigation de ses champs, alors que Bechtel empêche maintenant les contrats en sol irakien.

Il y a quelques mois, une autre explosion populaire a traversé toute la Bolivie et réussit à vaincre rien de moins que le Fonds monétaire international (FMI). Le gouvernement n'a eu d'autre choix que d'annuler l'impôt sur les salaires dont l'application avait été ordonnée par le FMI.

Et maintenant, c'est la guerre du gaz naturel. La Bolivie en possède d'énormes réserves. Sánchez de Lozada avait appelé sa privatisation mal dissimulée une « capitalisation », mais le pays a bonne mémoire. Encore la vieille histoire de la richesse qui s'évapore entre des mains étrangères. « *Le gaz est notre droit* », pouvait-on lire sur les pancartes des manifestants. Le peuple exige et continuera à exiger que le gaz naturel se mette, pour une fois, au service de la Bolivie.

Le droit à l'autodétermination, qui est tant invoqué et si peu respecté, commence là.

**Eduardo Galeano,**  
collaboration spéciale

L'auteur, qui a rédigé plusieurs ouvrages sur l'Amérique latine, est journaliste et écrivain.

La version originale de cet article a été publiée notamment dans le magazine argentin *Página 12*.

## Un éditeur, le cœur engagé

Issu de la génération de Mai 68, militant de la première heure des luttes révolutionnaires qui ont marqué l'époque, François Gèze est aujourd'hui un homme d'affaires à la tête des éditions La Découverte. Une autre façon de continuer le combat.



François Gèze dans son bureau à Paris.

Les éditions La Découverte fêtent cette année leur vingtième anniversaire. Pourtant, à y regarder de plus près, elles ne sont pas si jeunes. En fait, elles ont été fondées en 1959 par François Maspero et avaient jusque-là porté le nom de leur fondateur. En 1982, Maspero, épuisé, se cherche un successeur qu'il trouve en François Gèze. Il lui demande de prendre le relais mais de changer le nom de la maison. Les éditions La Découverte sont nées.

Les deux hommes s'étaient connus des années auparavant, comme militants. François Gèze venait tout juste d'entamer sa « carrière de militant » à la suite de Mai 68. Il avait intégré le Cedetim, le Centre d'études anti-impérialistes, devenu le Centre d'études et d'initiatives de solidarité internationale, fondé notamment par Gustave Massiah, qui est toujours au poste, mais également vice-président d'ATTAC France. Au Cedetim, dans les années 1960 et 1970,

les luttes, les combats, les discussions et les débats sont empreints d'anti-colonialisme, de libération et de révolution des peuples. On s'en doute, l'Algérie occupe une immense place, vient ensuite la France-Afrique. Pour sa part, le jeune révolutionnaire qu'est alors l'éditeur de La Découverte est surtout marqué par l'Amérique latine. Ingénieur et journaliste de formation, le « camarade » s'investit dans la formation d'un comité de soutien à la lutte révolutionnaire au Chili et d'un comité de soutien au peuple argentin. Il passera ensuite un an et demi en Argentine.

« Nous étions la nouvelle génération, après l'Algérie », souligne François Gèze. La France néocoloniale était au cœur de notre action, nous agissions en solidarité avec toutes les luttes de libération : l'Angola, la Palestine... »

#### Écarts gauchistes

Mais le militant, intellectuel critique, a de plus en plus de mal à supporter les écarts de ses amis gauchistes. Il participe à la création du quotidien *Libération*, en 1973, mais il s'impatiente vite de la tendance un peu trop narcissique de ses coéquipiers maoïstes.

Depuis qu'il a repris le flambeau de La Découverte, la même rigueur est de mise. « Engagé oui, mais militant non », précise l'éditeur. « Il ne s'agit certes pas de faire de l'édition pour de l'édition, mais on ne sera pas le relais, la courroie d'un mouvement. » Il dit avoir eu la chance d'être engagé très jeune par le Cedetim, qui, pour être identifié à l'extrême-gauche, n'a jamais été dogmatique.

Pour François Gèze, le terme « gauchiste » renvoie aux mouvements de ses jeunes années. Des mouvements qui, selon lui, étaient complètement coupés de la société. « Aujourd'hui, les nouveaux mouvements sont dans la société. » Il fait ici référence aux mouvements altermondialistes.

« Une nouvelle génération qui s'intéresse au monde, mais qui est aussi fragile et parfois simpliste, qui peut avoir une vision très manichéenne. » Ce qui n'a pas empêché l'éditeur de publier José Bové.

Lorsqu'il prend la relève de Maspero, l'édition va de mal en pis. « C'était la fin d'une époque idéologico-politique. Le reflux a été d'une extrême brutalité sur tous les secteurs en France. Et ça s'est traduit sur le monde de l'édition : il n'y avait même plus d'auteurs pour fournir. » C'est seulement à partir de 1994 que le vent a commencé à tourner, avec, entre autres, l'insurrection zapatiste, note celui qui « revendique toujours le cœur de l'engagement de François Maspero ».

Mais financièrement, c'est la galère, et en 1998, La Découverte est placée devant un choix difficile : cesser d'exister, ou accepter d'être rachetée par la multinationale Vivendi. La deuxième solution est retenue et François Gèze est plus que jamais convaincu d'avoir pris la bonne décision. « Cinq ans plus tard, nous n'avons subi de pressions éditoriales d'aucune sorte. Ça se passe très bien. Ce qui compte, ce sont les bouquins. »

De fait, cela n'a pas empêché la maison, engagée socialement, de poursuivre sa mission, question de donner les moyens de comprendre le monde avant de le changer. Parfois, des succès de librairie, dont l'inattendu *Sale Guerre* de Habib Souaïdia. Un témoignage dérangeant de l'implication de l'armée algérienne dans les événements sanglants que connaît ce pays depuis 12 ans. Aujourd'hui, François Gèze travaille à mettre sur pied, avec plusieurs groupes de défense des droits de la personne, un tribunal des peuples algérien. Pour qu'il soit dit que les généraux n'ont pas les mains blanches.

**France-Isabelle Langlois**

GRATUIT

## RENDEZ-VOUS SCIENCE ET PAIX

Organisé par le Centre des sciences de Montréal en collaboration avec la Commission canadienne pour l'UNESCO

8 et 9 novembre 2003 de 13 h à 17 h

Au Centre des sciences de Montréal au Vieux-Port

DÉBATS - CONFÉRENCES - ÉCHANGES

L'avenir de l'humanité dépend du progrès continu de la science et de ses applications. Les progrès scientifiques nous protègent-ils ou engendrent-ils de nouveaux risques ?

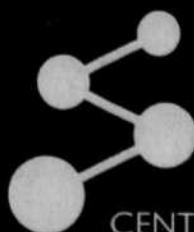
Réservation : (514) 283-8079



BOMBARDIER



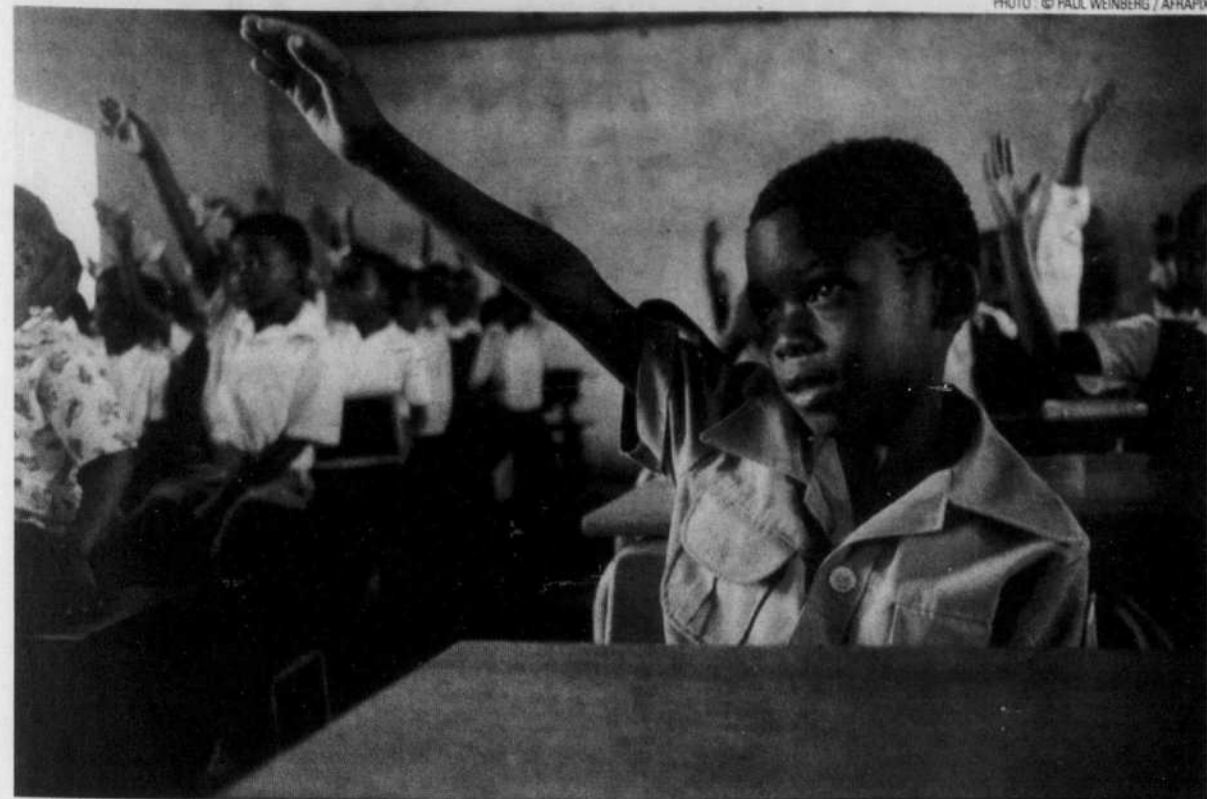
Canada



CENTRE  
DES SCIENCES  
DE MONTRÉAL

# Branle-bas de combat dans le secteur de l'éducation au Niger

La semaine dernière, le président français Jacques Chirac s'est rendu au Niger pour parler de démocratie, de bonne gouvernance et de paix civile. Mais depuis plusieurs semaines, une grève générale paralyse écoles, lycées et universités de ce pays d'Afrique de l'Ouest. Enseignants et étudiants protestent contre les compressions budgétaires apportées par la réforme du système de l'éducation.



Au Niger, la moitié des individus ont moins de 15 ans, et 73 % d'entre eux ne termineront pas leur études primaires. Parmi les adultes, le taux d'analphabétisme s'élève à 83 %.

Au début d'octobre, étudiants et professeurs de l'Université de Niamey ont pris la rue pour manifester leur désaccord envers la restructuration de leur établissement. L'ultimatum qu'ils avaient lancé au gouvernement, à la suite de sa décision de ne verser que le tiers du budget annuel de l'université, venait de prendre fin.

En voulant bloquer le pont traversant le fleuve Niger, ils ont été sévèrement réprimés par les forces policières. Coups de feu, arrestations ciblées, voitures en feu, le Niger n'avait pas connu de révolte aussi agitée depuis la fin du régime militaire en 1999.

« Les étudiants en ont ras-le-bol », explique Moussa Tchangari, directeur du

journal *Espaces Citoyens* et du groupe Alternative au Niger. Nous assistons au démantèlement complet de notre système d'éducation. Le paiement des bourses, qui ont été réduites de moitié, accuse un retard de 30 mois. Depuis sa privatisation, le service de restauration de l'université ne prépare plus que 1 000 plats par jour pour

les 6 000 étudiants. Les autobus ne fonctionnent plus depuis des mois.

À la suite des compressions, le versement des salaires des professeurs a aussi été suspendu. « L'université nous a simplement dit qu'à cause des réductions budgétaires, nous ne serons plus payés », s'étonne Souley Adji, professeur au département de sociologie. « La faculté de pédagogie a même été fermée, afin de réduire les coûts de la formation donnée aux enseignants du primaire et du secondaire. »

## Vingt ans de réforme

Ce chambardement en profondeur ne s'applique pas seulement au niveau universitaire, mais à l'ensemble du secteur de l'éducation. La restructuration de l'éducation avait été imposée par la Banque mondiale (BM) lors de la mise en place du premier plan d'ajustement structurel au Niger, en 1983. Elle en est aujourd'hui à sa quatrième phase, connue sous le nom de Programme décennal de développement de l'éducation (PDDE). Pour être aussi admissible au programme d'allègement de la dette de la BM, le Niger doit continuer à respecter ces mêmes conditions néolibérales, qui impliquent la réduction des dépenses publiques.

Depuis 1998, le gouvernement nigérien s'est ainsi débarrassé de 60 % de son corps professoral, en abaissant l'âge de la retraite à 50 ans. La loi est encore aujourd'hui contestée par les syndicats nationaux. « Comment les fonctionnaires réussiront-ils à survivre sans salaires dès l'âge de cinquante ans alors que les pensions de retraite ne sont jamais payées ? », demande Ouban Dooma, représentant du syndicat des enseignants.

La mise à la retraite anticipée de 90 % des enseignants, d'ici 2010, a déjà commencé. Une mesure qui permet au gouvernement nigérien de réduire

les salaires de 70 %. Les enseignants sont remplacés par des « volontaires de l'éducation » : des jeunes n'ayant aucune formation ni expérience en enseignement, ce qui explique la fermeture de la faculté de pédagogie. Au lieu de recevoir les 3 000 dollars US par mois correspondant au salaire des professeurs du niveau primaire, les nouveaux volontaires de l'éducation ne toucheront que 900 dollars US. Et au cas où la qualité de l'enseignement en souffrirait, le gouvernement a aussi congédié trois inspecteurs d'écoles sur quatre.

« Non seulement nous gagnons trois fois moins que les enseignants, mais le gouvernement nous propose une entente où nous n'aurons pas le droit à la syndicalisation ni aux trois mois de salaires durant les vacances d'été ! », s'exclame Idi Abdou, président de l'Union des volontaires de l'éducation du secondaire (UNAVES). « Nous sommes donc en grève depuis le début de l'année scolaire. Nous refusons de signer cette nouvelle entente. »

Le Niger, qui figure au dernier rang de l'indice de développement humain, n'est pas le seul pays africain aux prises avec une telle éfome. Des programmes semblables au PDDE sont mis sur pied un peu partout sur le continent. Et il n'y a pas que la Banque mondiale qui est impliquée : « Plusieurs pays occidentaux financent, sous forme de prêts, la déconstruction de nos programmes publics. Et à travers ces prêts, nous continuons de nous endetter afin de saborder notre propre secteur de l'éducation », déplore Moussa Tchangari, lui-même victime des arrestations ciblées.

## François L'Écuyer

L'auteur, qui était présent au Forum social nigérien, est chargé de projets pour l'Afrique à Alternatives.

# Un dictateur à la présidence du Guatemala ?

Le 9 novembre, les Guatémaltèques se rendront aux urnes pour le premier tour des élections présidentielles. Parmi les candidats, le général et ex-dictateur Efraín Ríos Montt. L'éligibilité du militaire au poste présidentiel ainsi que les violentes méthodes utilisées par ses supporters sont vivement dénoncées. Le climat d'insécurité monte en flèche alors que le pays retient son souffle, à l'approche du scrutin.

Depuis 1996, le Guatemala se relève d'une guerre civile qui a duré 36 ans et coûté la vie à plus de 200 000 Guatémaltèques. Parmi les dictateurs qui ont dirigé le pays durant cette période, on retrouve le général Ríos Montt, actuel candidat à la présidence. En mars 1982, Montt a organisé un coup d'État qui l'a porté au pouvoir jusqu'en 1983, alors qu'il a été à son tour renversé. L'ex-dictateur est accusé d'être responsable du massacre de milliers d'autochtones. Durant son règne, les combats et les exactions auraient fait près de 15 000 morts.

Le passé de Montt l'a longtemps empêché de briguer la présidence puisque la Constitution guatémaltèque interdit la candidature présidentielle de toute personne ayant participé à un coup d'État. Mais le 31 juillet, la Cour a changé définitivement d'avis et permis à Montt de se porter candidat. Les membres du tribunal, dont plusieurs ont été nommés par le parti au pouvoir, le Front républicain guatémaltèque (FRG), ont affirmé que la disposition adoptée en 1985 n'avait pas d'effet rétroactif et ne pouvait être invoquée pour des coups d'État antérieurs à cette date.

Montt est donc le candidat du FRG, qui tente par tous les moyens de rester en place. D'où une recrudescence de la violence politique.

## Climat d'insécurité

Marielos enseigne l'espagnol et le quiché, sa langue maternelle, dans la ville de Quetzaltenango située au sud-ouest du Guatemala. Comme plusieurs de ses concitoyens, elle espère une victoire du parti GANA (Gran alianza nacional), maintenant en tête des sondages, question de mettre un terme aux aspirations de l'ancien dictateur, Efraín Ríos Montt.

Mises à part les questions juridiques, Marielos se préoccupe surtout de l'insécurité, de la violence et de l'impunité qui règnent dans son pays. « Depuis le mois de mai, il y a eu 20 meurtres parmi les candidats et les membres des partis d'opposition, mais personne ne recherche les coupables », s'indigne-t-elle. Les représentants de la mission spéciale d'observation électorale de l'Organisation des États américains (OEA) ont d'ailleurs affirmé que ce climat de violence pouvait compromettre la tenue d'élections justes et démocratiques.

La violence a atteint son apogée le 24 juillet lorsque des

centaines de partisans de l'ex-général sont descendus dans les rues pour manifester leur colère de voir la candidature de Montt refusée par la Cour suprême. Une décision renversée ensuite par la Cour constitutionnelle. Les manifestants ont bloqué les artères principales, incendié des pneus et poursuivi les journalistes dans la rue. Durant deux jours, la capitale a été littéralement paralysée. Pourtant, les forces policières ne sont jamais intervenues. Certains députés du FRG ont même été identifiés parmi les casseurs, mais n'ont fait l'objet d'aucune sanction.

## Menaces et intimidations

« L'intimidation et la crainte jouent en faveur du parti officiel [FRG] et je crois qu'il est encore possible que Ríos Montt prenne le pouvoir », s'inquiète Claudia Samayoa, une militante pour les droits humains et membre du groupe Barómetro. Même si certains sondages prévoient la victoire d'Oscar Berger, candidat du GANA, Claudia reste craintive vis-à-vis des possibles « fraudes électorales, devenues monnaies courantes dans la vie politique guatémaltèque ». Elle redoute l'effet des menaces et de l'intimidation qui pourrait dissuader les électeurs d'aller voter, comme au cours des élections précédentes où les taux de participation n'ont pas dépassé 30 %.

Selon plusieurs journalistes locaux et acteurs de la société civile, la fraude est effectivement à craindre. C'est pour cette raison que Rigoberta Menchu, prix Nobel de la paix en 1992, et le Front civique pour la démocratie ont mis en branle une campagne de conscientisation pour assurer un vote libre et juste. À la suite de cette initiative, début octobre, la militante pour la paix a été rudoyée par un groupe de partisans du FRG à sa sortie du tribunal où était débattu le cas de Ríos Montt.

Lorsqu'on demande à Marielos quelles sont ses attentes vis-à-vis des élections du 9 novembre, elle dit souhaiter « que le parti élu leur redonne un peu de sécurité et remette l'économie sur les rails ». L'enseignante de Quetzaltenango ira voter le jour des élections, mais elle doute de la fiabilité des résultats. Une attitude qui s'explique par des décennies de fraude électorale et d'instabilité politique. Le scrutin, appréhendé par plusieurs, sera un point tournant dans le développement de la démocratie au Guatemala.

## Nicolas Cléroux, collaboration spéciale

L'auteur est avocat et revient d'un séjour au Guatemala.

## @ En direct de l'Indonésie



Pour les habitants de l'île de Sulawesi, comme partout ailleurs en Indonésie, les droits fonciers représentent l'essentiel des débats politiques.

JAKARTA, OCTOBRE 2003 — Alors que j'attends dans le hall d'entrée du World Trade Center à Jakarta, l'édifice qui abrite l'ambassade canadienne en Indonésie, des cris et des chants s'élèvent à l'extérieur. Un petit groupe d'individus provenant des villages de l'île de Sulawesi et des membres d'organisations environnementales protestent contre les actions de la compagnie minière canadienne INCO en sol indonésien.

L'événement fait partie d'une série de manifestations à l'échelle internationale ayant pour but d'attirer l'attention non seulement sur les impacts environnementaux des opérations minières d'INCO, mais aussi sur les pressions que le gouvernement canadien exerce sur son homologue indonésien, afin d'ouvrir des zones jusque-là protégées contre les activités minières. L'utilisation de l'armée indonésienne pour déplacer les communautés locales des zones d'exploitation de la compagnie canadienne est aussi dénoncée.

Les habitants de Sulawesi revendiquent un autre type de sécurité que la sécurité d'État à laquelle on fait référence lorsqu'il est question de « guerre contre le terrorisme », un concept maintenant bien ancré en Indonésie. Ils demandent plutôt une sécurité personnelle, qui passe d'abord par le respect des droits humains, environnementaux et fonciers.

La grande majorité des familles indonésiennes dépendent encore de l'agriculture, leur première source de revenus. La peur de perdre leurs droits fonciers et de voir l'environnement détruit par l'extraction minière ou pétrolière amène ces communautés à élever leurs voix pour signifier leur désaccord profond envers le système de propriété foncière.

Pendant longtemps, la propriété foncière et son utilisation ont constitué le cœur des débats politiques en Indonésie. Le gouvernement, qui affirme que toutes les terres du pays lui appartiennent, s'approprie ainsi régulièrement les champs des petits agriculteurs pour les revendre à des compagnies internationales ou à des groupes locaux d'intérêts privés ou gouvernementaux. Que ce soit un petit producteur de riz à Java ou un agriculteur nomade qui cultive du coca au Sulawesi, chacun craint de se réveiller un matin et de découvrir que leurs droits à leurs terres ancestrales ont été bafoués par le gouvernement. C'est ce qui est arrivé à des millions d'Indonésiens dans le passé, le plus souvent sans compensations.

En réaction, le gouvernement renforce la « sécurité », prétextant le mouvement séparatiste dans les régions de Papua et Aceh, et appuie les campagnes militaires. Ces dernières ne visent pas seulement à contrôler les communautés autochtones, mais aussi à accroître la présence des militaires, impliqués dans l'exploitation illégale du bois et dans le racket entourant les différentes industries d'exploitation des ressources naturelles.

Au Sulawesi, où la majorité des opérations d'INCO sont basées, les programmes d'immigration subventionnés par le gouvernement, la compétition pour des ressources qui s'amenuisent et les campagnes de sécurité déchirent la communauté et alimentent la violence. Des milliers de paysans ont été tués, et beaucoup plus ont fui leurs terres en raison du conflit. L'armée, qui reçoit un appui direct d'INCO, encourage la violence afin de justifier sa présence dans la région, pour ensuite s'approprier les entreprises les plus rentables, comme les plantations de coca, après que leurs propriétaires les aient désertées.

Alors que plusieurs voudraient nous faire croire que l'appui à la militarisation et au commerce international sont les clés de la sécurité, les paysans de Sulawesi voient le terrorisme d'un autre œil. Pour eux, le terreur porte le nom d'INCO. C'est le message qu'ils ont voulu transmettre lors de leur passage à l'ambassade canadienne.

## Alex Hill

L'auteur est chargé de projets pour l'Indonésie à Alternatives.



## CONFÉRENCE PUBLIQUE LA LUTTE DES FEMMES POUR LA PAIX AU MOYEN-ORIENT

Des femmes d'Iran, d'Afghanistan, des États-Unis et du Canada, militantes, chercheuses et spécialistes sur la question de la guerre et de l'occupation au Moyen-Orient seront rassemblées autour d'une même table, pour témoigner de leur lutte quotidienne pour la paix.

Dimanche 23 novembre de 9 h 30 à 17 h

À l'Université Concordia (salle à confirmer)

Information : (514) 982-6606, poste 2252

catalina@alternatives.ca

Organisée par Alternatives et l'Institut Simone de Beauvoir de l'Université Concordia

**Alternatives**  
... pour un monde différent

## Billet

## Anti ou alter-américanisme ?



Francis Dupuis-Déri

Plusieurs militants du mouvement « altermondialiste » grimacent d'horreur quand je leur dis que je suis affilié depuis presque trois ans à une université américaine. C'est que l'« anti-américanisme » est fort répandu au sein de la gauche en général et du mouvement altermondialiste en particulier. Quoi de plus révélateur, à ce sujet, que les sourires sadiques qui illuminèrent tant de visages militants à l'annonce des attaques aériennes du 11 septembre contre les États-Unis. Dans le milieu anarchiste français où j'ai navigué quelques mois dans le cadre des mobilisations contre le G8 à Évian, en juin 2003, il n'était pas rare qu'on me dise qu'il ne fallait jamais mettre les pieds aux États-Unis. Visiter les États-Unis participerait, selon cette logique, à la légitimation de la puissance américaine militariste, injuste et raciste.

J'en suis venu à souligner deux contradictions qui minent cet anti-américanisme globalisant. Pour un anarchiste, tous les États devraient être considérés comme illégitimes, puisqu'ils sont tous par définition autoritaires et hiérarchiques. S'il faut boycotter les États-Unis, il faudrait également s'exiler de la France, elle aussi puissance militariste (intervention en Côte d'Ivoire, par exemple) et raciste (20 % de suffrages pour le Front national aux élections présidentielles en 2002). Plus important encore, l'anti-américanisme globalisant fait oublier qu'il y a des milliers de militants de gauche et d'extrême gauche actifs aux États-Unis qui seraient insultés d'être confondus avec le gouvernement de la Maison Blanche.

C'est un immense Empire bigarré qui s'étend sur ce territoire connu sous le nom trompeur d'« États-Unis ». Que de différences entre chacune des mégapoles (New York, Los Angeles, Chicago, etc.), mais aussi entre ces villes et les campagnes, entre l'Est et l'Ouest, le Nord et le Sud, entre les pauvres et les riches, entre les « Blancs », les Afro-Américains et les Latino-Américains, entre les chrétiens ultra-orthodoxes et les juifs, les musulmans et les athées, les militants des Black Blocs et les policiers, les millions de détenus et leurs gardiens de prison.

Des milliers d'anarchistes, d'écologistes, de féministes et de pacifistes y sont, sur la ligne de front qui passe au cœur même de l'Empire. Ils militent dans des organisations comme Act Up!, Justice for Janitors, Public Citizen, AK Press, Ruckus Society et ils ont comme alliés Noam Chomsky, Michael Moore, Howard Zinn, Murray Bookchin et bien d'autres, tous d'ardents défenseurs de la liberté, de l'égalité et de la justice. Trop nombreux sont leurs compatriotes qui les accusent d'être des traîtres qui commettent des actes non-américains (unamerican acts), une expression qui en dit long sur la vision homogénéisante qu'entretiennent beaucoup d'Américains de droite sur leur propre pays et qui vaut bien l'anti-américanisme globalisant de la gauche.

Tout comme les militants « antimondialisation » préfèrent aujourd'hui l'étiquette d'« altermondialisation » qui évoque l'idée qu'une « autre mondialisation est possible », il faudrait passer de l'« anti-américanisme » à l'« alter-américanisme » pour souligner notre solidarité avec l'Amérique qui dénonce et qui lutte, dans des conditions pénibles, contre les méfaits des divers pouvoirs illégitimes qui sévissent aux États-Unis et ailleurs.

Francis Dupuis-Déri

L'auteur est écrivain et chercheur en science politique au Massachusetts Institute of Technology (MIT), à Boston.

# INVESTISSEMENTS DU GOUVERNEMENT DANS LES HLM!!!



## Le boubier irakien

Alors que les attentats éclatent à un rythme croissant en Irak, le monde entier retient son souffle. Jusqu'où ira-t-on dans cette dérive d'anarchie et de violence ? De toute évidence – et même Colin Powell l'admet – Washington est complètement dépassé par les événements. Pire encore, le gouvernement américain s'enferme dans une logique infernale, en refusant de donner la main aux Nations unies mais en demandant de l'aide aux « alliés ». Les États-Unis ont enregistré un autre échec sérieux lors de la conférence de Madrid, la semaine dernière.

Lors de cette conférence sur la reconstruction de l'Irak, qui s'est déroulée les 23 et 24 octobre, les pays sollicités n'ont pas mordu à l'hameçon : Washington leur offrait en fait de financer l'occupation américaine.

Des 87 milliards de dollars demandés au Congrès américain par le président Bush, plus de 75 % est destiné au Pentagone et aux firmes américaines directement impliquées dans la gestion de l'occupation et de la guerre. Pour les 15 milliards qui doivent être dédiés à la dite « reconstruction » de l'Irak, les conditions américaines sont drastiques, en vertu des dispositions de USAID, l'agence de développement régissant l'« aide » américaine. Par exemple, seules les firmes américaines peuvent soumissionner pour l'acheminement de l'aide matérielle. De plus, il n'y a pas d'appels d'offres, ce qui permettra aux firmes qui entretiennent des liens avec l'administration Bush (Halliburton, Bechtel, etc.) de rassembler tous les contrats.

Pas surprenant donc, devant cette gigantesque arnaque, que les « alliés » aient répondu vaguement et chichement à l'administration Bush, qui souhaitait obtenir 56 milliards de dollars (un montant qui a ensuite été réduit à 36 milliards). À part le Japon – qui a promis 5 milliards de dollars, dont plus de la moitié doit être négociée sous forme de prêt remboursable –, l'Union européenne et les pays membres ont promis des sommes symboliques. Le Canada et la Grande-Bretagne, traditionnellement proches des États-Unis, sont également restés plutôt cir-

conspects. Les riches pays du Golfe persique, pour leur part, ne veulent pas être contrôlés directement par Washington dans le cadre de cette opération de reconstruction. En fait, à Madrid, seulement 17 des 58 délégations étaient menées par des responsables politiques et des fonctionnaires de haut rang, la majorité des pays s'étant contentée d'y envoyer des sous-fifres.

**Des milliards volatilisés**  
Les participants à la conférence de Madrid ont reçu un autre choc quand l'agence humanitaire anglaise, Christian Aid, a révélé que plus de quatre milliards de dollars avaient « disparu » depuis la mise en place de l'occupation américaine. Il y avait officiellement plusieurs milliards de dollars dans les caisses de l'État irakien lorsque l'armée américaine a pris le contrôle du pays – notamment des montants considérables payés par les Nations unies dans le cadre du programme Pétrole contre nourriture. L'armée américaine, pour sa part, s'était vantée d'avoir saisi plus de deux milliards appartenant à Saddam et à ses proches.

Interrogé sur cette situation scandaleuse, l'administrateur américain, Paul Bremer, a refusé de répondre aux journalistes. Selon le commissaire aux Affaires extérieures de l'Union européenne, Chris Patten, aucun montant d'argent ne sera versé aux États-Unis tant que cette situation n'aura pas été clarifiée.

Quelles sont les solutions ? Tout le monde s'entend ou presque (excepté la majorité de l'administration américaine) pour dire que le retrait de

l'armée américaine est la première condition. Certains voudraient voir les États-Unis passer la main à des alliés consentants, ce qui permettrait le « partage du gâteau » irakien. C'est le cas notamment du président russe, Vladimir Poutine, qui espère obtenir le contrôle d'une partie du pétrole irakien que les États-Unis ont promis de privatiser, donc de livrer aux multinationales américaines. On changerait ainsi une occupation pour une autre, mais sous le couvert de la communauté internationale. Cette option paraît peu réaliste pour le moment, car les faucons qui contrôlent l'administration Bush sont convaincus qu'ils doivent tenir tête et assurer le contrôle total, sans partage, des États-Unis en Irak et au Moyen-Orient. Cette divergence de vues et d'intérêts représente un sérieux blocage pour une éventuelle stabilisation du boubier irakien.

L'impasse produit une catastrophe humaine sans précédent dans ce pays du Moyen-Orient. Outre les affrontements meurtriers qui font des dizaines de victimes, le pays sombre dans le chaos, avec des hôpitaux sans médicaments, des maisons sans électricité, des communautés entières qui tentent de survivre sans eau potable. Selon Amnesty Internationale, les soldats américains se rendent coupables chaque jour d'atrocités contre les civils (meurtres, détentions arbitraires, tortures, etc.). Les grands perdants demeurent, encore une fois, les Irakiens.

Pierre Beaudet

L'auteur est directeur d'Alternatives.

7<sup>e</sup> JOURNÉES QUÉBÉCOISES  
DE LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

Choisissons notre monde !

Conférence d'ouverture

### Les enjeux de l'eau au Nord et au Sud



par  
**Danielle Mitterrand**  
présidente de l'ACME-France

en compagnie d'invités du Sud  
Mark Zeitoun – Aide médicale pour la Palestine  
Cheikh Diop – CECI



animée par  
**Pierre Therrien**,  
porte-parole

**Judi 6 novembre 19 h**

**Montréal**  
Salle Marie-Gérin-Lajoie de l'UQAM

**Vendredi 7 novembre 19 h 30 à Québec**  
Musée de la civilisation de Québec

Entrée libre

Présentée en collaboration avec



### Forum public 3 D : Démocratie Décentralisation Défussion

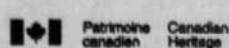
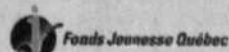
Samedi 15 novembre  
de 8 h 45 à 17 h

Hall Building, Université Concordia  
1455, Maisonneuve Ouest (Métro Guy-Concordia)

**Alternatives**  
... pour un monde différent

En matinée :  
Invité spécial du Brésil :  
**Luiz Arnaldo Campos**  
Responsable des relations  
internationales à la ville de Béliem

En après-midi :  
Discussion sur la relation entre  
démocratie et décentralisation au  
sein de la nouvelle Ville de Montréal,  
sur le « Plan Tremblay » et sur le  
mouvement pour la défussion.



INFORMATION ET RÉSERVATIONS:  
(514) 282-8378 ou [sodecm@bellnet.ca](mailto:sodecm@bellnet.ca)  
[www.ecologieurbaine.net](http://www.ecologieurbaine.net)

alternatives  
LE JOURNAL

Ce journal est produit par Alternatives, réseau d'action et de communication pour le développement international, en partie grâce à l'appui financier de l'Agence canadienne de développement international (ACDI). Le contenu n'engage en rien ce dernier organisme. Tirage : 43 500 copies. Le journal Alternatives est distribué de façon indépendante et publié dans l'édition du 29 octobre 2003 du quotidien Le Devoir. La reproduction des textes est autorisée. Veuillez mentionner la source. Dépôt légal : Bibliothèque nationale du Québec et du Canada. ISSN : 1708-9038

COORDINATION : Daphnée Dion-Viens — RÉDACTION : France-Isabelle Langlois et Daphnée Dion-Viens — COMITÉ DE RÉDACTION : Catherine Binette, Alexandra Gilbert, Chad Lubelsky, Catherine Pappas et Fred A. Reed — BILLETISTES : Francis Dupuis-Déri, Ariane Émond et Gil Courtemanche — CHRONIQUEURS CULTURELS : David Homei et Stanley Péan — TRADUCTION : Véronique Côté et Daphnée Dion-Viens — RÉVISION DES TEXTES : Gilles McMillan et Réjane Béreaneck — INFOGRAPHIE : Brigitte Beaudet

## ALTERNATIVES

DIRECTEUR GÉNÉRAL : Pierre Beaudet — DIRECTRICE DES COMMUNICATIONS : France-Isabelle Langlois  
Montréal — 3720, avenue du Parc, bureau 300, Montréal (Québec) H2X 2J1 • Tél. : (514) 982-6606 Fax : (514) 982-6122  
Québec — 266, rue Saint-Vallier Ouest, Québec (Québec) G1K 1K2 • Tél. : (418) 521-4000 Fax : (418) 521-4000  
Courriel : [commentaires@alternatives.ca](mailto:commentaires@alternatives.ca) • Site Internet : [www.alternatives.ca](http://www.alternatives.ca)

# Une prise de parole citoyenne



En avril 2001, lors de la tenue du Sommet des Amériques et du Sommet des peuples à Québec, des milliers de citoyens, dont la militante Madeleine Parent, ont marché dans les rues de la capitale pour protester contre le projet de la ZLÉA.

Les ministres du Commerce se rencontreront les 21 et 22 novembre à Miami pour discuter du projet de Zone de libre-échange des Amériques (ZLÉA). Au même moment, le Réseau québécois sur l'intégration continentale (RQIC) présentera les résultats de la consultation publique, lancée il y a maintenant un an, afin de faire valoir le point de vue de la population québécoise sur les enjeux liés à la ZLÉA.

La date butoir pour la conclusion d'un accord, janvier 2005, arrive à grands pas. « Les Canadiens doivent donc commencer à réfléchir à ce que la ZLÉA représentera pour eux », peut-on lire dans le site Internet du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international. Malgré cette exhortation formelle, peu d'initiatives ont été entreprises par les instances gouvernementales pour expliquer les enjeux liés à la mondialisation aux quatre coins des Amériques. La version révisée des chapitres de l'accord, qu'on avait promis de publier au moins huit semaines avant la réunion ministérielle de Miami, n'a toujours pas été rendue publique.

Qu'à cela ne tienne, un large mouvement populaire s'est mobilisé à la grandeur du continent pour sensibiliser l'opinion publique aux impacts de cet accord économique continental. Au Brésil, en septembre 2002, 10 millions de personnes ont participé à un référendum sur la ZLÉA, et 98 % d'entre elles se sont prononcées contre. Des consultations se déroulent présentement en Argentine, en Bolivie, au Costa Rica, au Salvador, en Équateur, au Mexique et en Uruguay.

**Le Québec emboîte le pas**  
Au Québec, une campagne d'information et de sensibilisation a aussi été initiée depuis l'an dernier, orchestrée par le Réseau québécois sur l'intégration continentale (RQIC). C'est « une opération importante de sensibilisation auprès du public québécois », affirme Emilia Castro, du Conseil central de Québec de la CSN et membre du Réseau du Forum social régional Québec-Chaudière-Appalaches. Aussi appelée *Consulta*, en espagnol,

cette initiative comprend sessions de formation et ateliers de sensibilisation. La population est invitée à s'exprimer sur la ZLÉA en remplissant un bulletin de vote.

Quelques centaines de syndicats et plusieurs dizaines d'organisations à travers la province participent à cette initiative. Avec une population de 800 millions d'habitants, la ZLÉA deviendrait la zone de libre-échange la plus vaste du monde où les États-Unis et le Canada détiendraient 80 % du poids économique.

Les différentes organisations membres du RQIC jugent nécessaire de dénoncer les menaces qui pèsent sur les droits individuels et collectifs des peuples d'Amérique : « Les conséquences sur nos conditions de vie et de travail sont très importantes. Il faut prendre notre place en tant que citoyens et citoyennes », rappelle Emilia Castro. « C'est un processus de négociation qui est ni transparent ni démocratique, et c'est pour cette raison qu'il faut sonner l'alarme auprès du gouvernement », affirme pour sa part Nancy Gagnon, de la Ligue des droits et libertés, qui est aussi membre du Réseau du Forum social régional Québec-Chaudière-Appalaches.

Ces préoccupations sont partagées par de plus en plus de gens lorsqu'elles sont expliquées, notamment aux plus jeunes, remarquent les organisateurs du RQIC. Selon Jean-François Pomerleau, coordonnateur de la Maison des jeunes de Farnham, en Montérégie, qui réunit régulièrement des adolescents pour discuter de la mondialisation : « Il faut multiplier les ateliers d'éducation populaire autour d'enjeux aussi cruciaux pour les générations à venir. Les

exemples de la domination des sociétés transnationales exercée sur les pays du continent et ses répercussions inquiétantes sont déjà légion depuis qu'a été mise en place l'ALÉNA, il y a dix ans. » L'intervenant mentionne au passage la poursuite judiciaire intentée par la multinationale Ethyl Corporation contre le gouvernement canadien, en vertu de l'article 11 de l'ALÉNA. Le gouvernement canadien avait été contraint de verser, en 1998, 13 millions de dollars à la compagnie qui lui reprochait d'avoir banni, pour des motifs environnementaux, un additif à l'essence dont elle détenait les droits de commercialisation. Du coup, l'interdiction a été levée.

### Un appel au gouvernement canadien

Les représentants de la société civile souhaitent que le gouvernement canadien révise son appui à cet accord commercial jugé plus écrasant que libérateur. En présentant les résultats de la Consulta lors d'une soirée publique à Montréal, le 14 novembre prochain, le RQIC espère bien se faire entendre haut et fort. Selon Louis-Serge Houle, conseiller syndical à la CSN et membre du RQIC, le gouvernement fédéral pourra difficilement ignorer « cette campagne très importante qu'est la Consulta au Québec », s'il veut respecter ses engagements auprès de la société civile. Un dossier à suivre, lors de la rencontre des ministres du Commerce à Miami, fin novembre.

**Sonia Rochette**, collaboration spéciale

L'auteure est stagiaire du programme Médias alternatifs à Alternatives.

## Visage immigrant

### Prêter l'oreille

13 décembre 1981. Coup d'État en Pologne, le général Jarzelski s'empare du pouvoir. Marek Zielinski a alors 21 ans. Voulant fuir le régime dictatorial et échapper au service militaire, Marek part pour la France, qui lui offre l'asile politique, avant de s'installer au Québec.

À Paris, il entame des études en communication et milite avec le réseau des ressortissants polonais pour la résignation du dictateur Jarzelski. Dans ses cours d'immersion de langue française, Marek rencontre celle qui deviendra sa femme, Luz Maria Garcia, d'origine mexicaine. Après neuf années passées en France, le couple désire partir à la découverte de nouveaux horizons. Pas question de retourner en Pologne ni de rentrer au Mexique. Marek admet que cette notion mythique du continent américain, qu'on lui a présenté tout au long de sa jeunesse en Pologne, l'a amené à venir s'établir en Amérique. Son attachement pour la culture et la langue française l'a finalement amené au Québec, en 1990.

Son processus d'immigration s'est fait sans douleur. Il faut dire qu'immigrer au Québec avec un passeport français a ses avantages... De plus, Marek avait déjà un grand réseau d'amis qui s'est fait un plaisir de l'accueillir. Il est bien conscient que son histoire n'est pas représentative du parcours d'une grande majorité d'immigrants, qui éprouvent parfois beaucoup de difficultés à se refaire une vie dans leur société d'accueil. Mais selon lui, le Québec est relativement bien préparé à recevoir des immigrants : « Le programme d'immersion en langue française, par exemple, est un bon outil pour l'intégration des nouveaux arrivants dans la culture québécoise. » Le Canada, comparativement à la France, « a des lois d'immigration beaucoup moins "kafkaïennes" », affirme Marek. Par exemple, devenir résident permanent français demande cinq longues années d'attente et de démarches, tandis qu'au Canada, cette période est limitée à trois ans.

Aujourd'hui, Marek et Luz réalisent finalement un projet qui leur trottait dans la tête depuis longtemps : la création d'un espace artistique. L'oreille de Van Gogh, ce café qui ouvrira ses portes prochainement à Montréal, dans le quartier de Verdun, sera un lieu de rencontre et d'apprentissage pour les artistes comme pour les citoyens. En plus de déguster une bonne tasse de café équitabile et de manger des aliments biologiques, les gens pourront participer à divers ateliers d'art. Pour Marek et Luz, ce qui différencie leur café des autres, c'est l'aspect éducatif du projet. « En invitant les gens du quartier à s'exprimer à travers l'art, nous voulons participer à créer l'esprit de communauté », explique Marek. L'oreille de Van Gogh est le premier concept du genre à voir le jour à Verdun. Dans un quartier qui prend de l'expansion et qui se diversifie toujours davantage sur le plan culturel, offrir un lieu de rencontre et d'apprentissage est pour Marek sa façon bien à lui de souhaiter la bienvenue aux nouveaux arrivants.

**Catherine Binette**

Le café L'oreille de Van Gogh sera situé au 4800, rue Wellington à Montréal.



PHOTO © DOMINIC MORRISSETTE

## À QUÉBEC...

### CONFÉRENCE PUBLIQUE

### La démocratie participative : l'expérience brésilienne

Avec **Luiz Arnaldo Campos**, responsable des relations internationales de la ville de Bélem au Brésil

**Lundi 17 novembre à 19 h**

ENAP - 555 boul. Charest Est, Québec (traduction offerte sur place)

Information : 521-4000 ou sbouchard@alternatives.ca

**Alternatives**  
... pour un monde différent

Fonds Jeunesse Québec

AEENAP

Organisé par Alternatives, en collaboration avec la Commission démocratie du Forum social régional et l'AEENAP.

Partenaire canadien du Patrimoine



### FESTIVAL DE FILMS ENGAGÉS

**Samedi 1<sup>er</sup> novembre**

Au Musée de la civilisation

85, rue Dalhousie à Québec • De 10 h 30 à 21 h

Information :  
(418) 521-4099

Organisé par la Commission ZLÉA du RFS dans le cadre de la Consulta populaire sur la ZLÉA

RÉSEAU FORUM SOCIAL

## BULLETIN DE VOTE CONSULTA SUR LA ZLÉA

1. Êtes-vous d'accord pour que le gouvernement canadien souscrive au projet de Zone de libre-échange des Amériques (ZLÉA) tel qu'il se négocie actuellement ?

Oui  Non

2. Êtes-vous d'accord pour exiger du gouvernement fédéral qu'il ne signe pas d'ententes commerciales concernant les Amériques à moins qu'elles n'impliquent :

- un processus de négociation et d'adoption transparent et démocratique ;
- la préservation intégrale du pouvoir d'État de légiférer pour promouvoir le bien commun, l'intérêt public, la démocratie et le respect de l'environnement ;
- la primauté des droits individuels et collectifs sur le commerce et le profit ;
- l'égalité entre les hommes et les femmes.

Oui  Non

Prière de remplir et retourner à :  
Réseau québécois sur l'intégration continentale  
3720, avenue du Parc, bureau 300  
Montréal (Québec) H2X 2J1

Pour plus d'information : (514) 982-6606, poste 2243



# On aime l'école!

Les candidates et candidats du MÉMO à l'élection scolaire sur le territoire de la Commission scolaire de Montréal (CSDM) entendent s'assurer que tous les élèves du 2<sup>e</sup> cycle du secondaire puissent choisir d'apprendre une troisième langue. Pour y arriver, chaque école pourra offrir un choix de langues en cours optionnels.

L'équipe des candidats du MÉMO entend également rendre accessible à l'ensemble des élèves d'origine ethnoculturelle le Programme d'enseignement des langues d'origine (PELO).

**Voter pour une candidate ou un candidat du MÉMO, c'est aussi :**

- Intensifier l'offre de services aux élèves allophones et à leurs parents
- Soutenir la participation des parents allophones dans toutes les structures de représentation des parents à la CSDM
- Mettre en place des activités de sensibilisation et de formation à la diversité culturelle pour les enseignants, les élèves et les parents
- Refléter la diversité culturelle dans notre administration
- Intégrer la diversité culturelle dans nos pratiques.



**Le dimanche 16 novembre, entre 9h00 et 19h00, votons**

**MOUVEMENT POUR UNE ÉCOLE MODERNE ET OUVERTE**

# MÉMO

MOUVEMENT POUR UNE ÉCOLE MODERNE ET OUVERTE

**Contactez-nous !**

(514) 331-2210  
www.memo.qc.ca  
campagne2003@memo.qc.ca

pour connaître les coordonnées du candidat de votre quartier qui vous permettra d'être **entendu, reconnu, respecté** et de pouvoir **participer** activement à la vie scolaire de votre quartier!

Si vous avez droit de vote au fédéral, au provincial et au municipal, vous avez aussi droit de vote aux élections scolaires. On peut vous aider à vous assurer d'être inscrit sur la liste électorale !



## Livres

## Entrevue à pas feutrés

**Auteur méconnu au Québec – comme nombre de ses compatriotes –, Douglas Glover est pourtant un romancier très respecté au Canada anglais. Ses œuvres sont traduites en plusieurs langues et ont été couronnées de récompenses littéraires.**

L'auteur est reconnu pour ses histoires farfelues, ses personnages bizarroïdes. Son dernier roman, *Le pas de l'ourse* (Elle, en anglais), ne fait pas exception. Celui qui dit avoir été profondément marqué par les écrits de Jacques Godbout et d'Hubert Aquin, dit aussi écrire « comme il écrit. Je ne joue pas de jeu commercial. »

Douglas Glover est originaire de l'Ontario, mais vit depuis plusieurs années dans l'État de New York. Lorsqu'il écrit, le Canada se rappelle à lui. Cette fois, c'est la part francophone, voire française, de ce pays incongru qui a attiré l'imaginaire de Glover. « J'ai essayé de revisiter l'histoire du Canada, à travers un prisme qui nous la montre beaucoup plus complexe que la simple dualité qui nous a été enseignée à l'école. »

Marguerite de Roberval, nièce du sieur de Roberval, grand explorateur du Canada au XVI<sup>e</sup> siècle, est abandonnée sur une île à l'embouchure du fleuve Saint-Laurent, en raison de sa sexualité débridée. Elle survivra. Cette histoire aux allures de légende est pourtant tout ce qu'il y a de plus vraie. Voilà le point de départ du roman de Douglas qui ne nommera jamais son personnage, « parce qu'elle n'a pas de nom. D'une certaine façon, elle est une marginale, d'abord simplement parce qu'elle est femme. Elle lit beaucoup, alors elle est ouverte au monde. Elle est au commencement du Canada, mais ne sera jamais vraiment à l'intérieur [ni géographiquement ni historiquement]. Le Canada et une femme sont au commencement d'un nouveau roman. »

Le pas de l'ourse présente un univers enneigé, irréel et suspendu, troublant aussi, sans trop que l'on sache pourquoi, dont il faut s'imprégner. « Je me sens très impertinent d'avoir osé écrire sur l'histoire française du Canada », laisse échapper, en guise de conclusion, Douglas Glover.

LE PAS DE L'OURSE, Douglas Glover, traduit de l'anglais par Paul Gagné et Lori Saint-Martin, Montréal, Éditions du Boréal, 2003, 240 pages.

F.-I. L.

## ESSAI

## Le droit à l'alimentation

Du sociologue suisse, Jean Ziegler

Chaque jour, 100 000 individus meurent de faim alors que 826 millions souffrent de malnutrition. Ironie du sort, la force de production agricole de la planète pourrait nourrir 12 milliards de personnes, soit le double de la population mondiale.

Assurer aux êtres humains le droit à l'alimentation est une responsabilité primaire à laquelle doit souscrire d'urgence la communauté internationale. Les pays riches et leurs institutions internationales doivent se concerter et assurer aux affamés l'accès à une nourriture décente sur une base régulière. Voilà l'essentiel de cet ouvrage qui reprend intégralement deux rapports défendus par l'auteur Jean Ziegler, rapporteur spécial pour le droit à l'alimentation aux Nations unies, devant les instances onusiennes en 2001 et 2002. Après Les Nouveaux maîtres du monde et ceux qui leur résistent, Ziegler persiste et signe.

Il faut d'emblée saluer le courage de l'auteur qui, dans son excellente introduction, dénonce une réalité cruelle et révoltante avec un franc parler hors du commun. Même si la lecture des deux rapports peut s'avérer lourde et pénible, le lecteur saura se montrer indulgent vis-à-vis d'un langage protocolaire, typique de « la prudence diplomatique qui caractérise tous documents des Nations unies ». Sans quoi, écrit l'auteur, « ou bien un rapporteur parle ce langage-là, ou il est réduit au silence, donc à l'impuissance ».

LE DROIT À L'ALIMENTATION, Jean Ziegler, Paris, Éditions Mille et une nuits, 2003, 228 pages.

Danny Raymond, collaboration spéciale

## ESSAI

## La démocratie en miettes

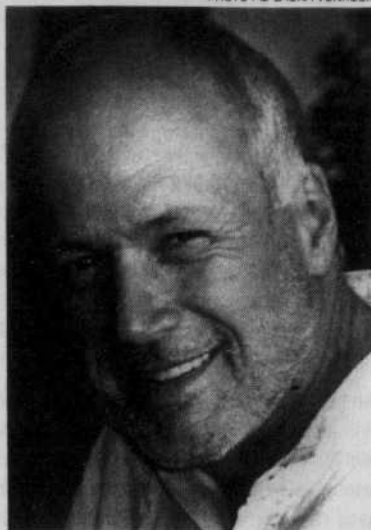
De l'ingénieur français, Pierre Calame

« La priorité aujourd'hui n'est ni la poursuite du développement scientifique et technique [...] ni le prolongement de l'expansion des rapports marchands. La priorité, c'est la mise en place d'un socle éthique commun sur lequel les peuples puissent s'entendre pour gérer leur interdépendance [...] » Voilà ce que Pierre Calame réclame dans un ouvrage manifeste.

Polytechnicien, ingénieur en France et directeur général de la Fondation Charles Léopold Mayer pour le progrès de l'Homme, l'auteur nous invite à penser la démocratie, et nous met en garde contre l'informatique, les technologies et la « marchandisation » brutale de notre monde. La révolution résidera dans notre capacité de reformuler nos règles démocratiques, notre participation au jeu politique. Des idées qui portent à réfléchir.

LA DÉMOCRATIE EN MIETTES. POUR UNE RÉVOLUTION DE LA GOUVERNANCE, Pierre Calame, Paris, Éditions Charles Léopold Mayer, collection « Descartes et cie », 2003, 331 pages.

F.-I. L.



Douglas Glover

PHOTO © LAURA VONROSK

## L'autre visage de la Colombie

Caméra au poing, Catalina Villar a parcouru sa Colombie natale, à la recherche de réponses pour expliquer un conflit qui s'éternise. Résultat d'une courageuse enquête dans un pays en déroute, le film *Bienvenue en Colombie* sera présenté à la mi-novembre dans le cadre des Rencontres internationales du documentaire de Montréal.

PHOTO © HELEN TOLME/ACDI



Vue sur l'un des quartiers de la ville de Bolivar, situés près de la capitale.

Juin 2002, Bogota. La campagne électorale bat son plein. Le président sortant, Andres Pastrana, s'oppose à Alvaro Uribe, candidat libéral indépendant. C'est dans ce contexte d'effervescence politique que Catalina Villar débarque en Colombie, où Ingrid Betancour, alors candidate à l'élection présidentielle, a été enlevée quelques semaines après la fin du tournage.

« Avec le temps, on oublie comment cette guerre a commencé et il ne reste que les bombes, les attentats et la violence quotidienne », raconte Mme Villar, rejointe par téléphone à Paris où elle habite depuis une vingtaine d'années. J'ai voulu comprendre ce qu'il y a derrière ce conflit qui dure depuis plus de 35 ans. La cinéaste n'en est pas à son premier film sur la Colombie. *Les Cahiers de Medellin*, long métrage réalisé en 1998, qui a rafilé plusieurs prix, racontait la violence quotidienne qui règne dans cette petite ville, tombée aux mains des narcotrafiquants.

## Un pays déchiré

De la situation en Colombie, on retient premièrement les statistiques alarmantes : 35 000 assassinats par an, 70 000 mines antipersonnel disséminées à travers le pays, un enlèvement toutes les dix minutes. Une population coincée entre les affrontements opposant la guérilla, les paramilitaires et les militaires. Une oligarchie qui s'accroche au pouvoir, et le trafic de la drogue qui s'intensifie.

Le discours du nouveau président Uribe, élu en juin 2002, inquiète profondément la cinéaste. « Avec Pastrana,

il y avait au moins la sensation, grâce au dialogue de paix, que les choses pouvaient avancer. On a l'impression cette fois de toucher vraiment le fond. » Uribe n'a fait que « légitimer la présence des paramilitaires et des Nord-Américains en Colombie », affirme Catalina Villar. Ce dernier est en effet reconnu pour ses liens avec les groupes paramilitaires et bénéficie du soutien de l'administration Bush. Alors que les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC) sont présentées par les médias comme étant « l'incarnation du mal », les paramilitaires sont responsables de 70 % des crimes commis en territoire colombien selon Amnistie internationale.

Uribe a été élu avec 53 % des voix, contre 52 % d'abstention. Ce qui fait dire à la cinéaste : « Lors des dernières élections, la vraie victoire a été celle de l'abstention. C'est la preuve que pour beaucoup de gens, les élections ne veulent pas dire grand-chose. En Colombie, la démocratie est une farce. »

## Mascarade politique

*Bienvenue en Colombie* raconte d'abord la mise en scène de chaque candidat dans le grand théâtre de la politique colombienne. On y voit l'équipe du président, élaborant sa stratégie médiatique. Et l'implication des médias, qui jouent aussi un grand rôle dans cette mascarade, selon Mme Villar : « Les médias sont un acteur dans cette guerre au même titre que les FARC ou les paramilitaires. Ils conditionnent la pensée et poussent à la haine. »

Le ton du film repose cependant sur une note très personnelle : « Je me

suis décidée à faire un récit à la première personne car je ne pouvais livrer que mes propres doutes, proposer ma vision des difficultés qui handicapent ce pays », confie la cinéaste. Personnage principal de son film, elle écoute et questionne lors de rencontres qui la mèneront aux quatre coins du pays.

Mais la cinéaste n'a pas voulu seulement dresser un portrait sombre d'un pays qui sombre dans le chaos, elle a aussi tenu à souligner des initiatives courageuses, porteuses d'espoir. Les Indiens Paeces de la région du Cauca, par exemple, ont pris des initiatives de paix et ont obtenu, sans utiliser d'armes, la libération d'otages détenus par les FARC. Alors que les autochtones n'avaient même pas le droit de vote, il y a 15 ans, c'est un gouverneur indien qui est maintenant à la tête du département du Cauca. « Les autochtones sont la preuve qu'il existe encore un espace de débats et d'initiatives progressistes », affirme Catalina Villar. Toute lutte quotidienne signifie quelque chose, et c'est ce que j'ai voulu démontrer. » Un film pour tenter de comprendre un conflit aux ramifications complexes, mais aussi un hommage à ceux qui risquent leur vie, chaque jour, pour défendre la dignité humaine.

## Daphnée Dion-Viens

*Bienvenue en Colombie* sera présenté dans le cadre des Rencontres internationales du documentaire de Montréal qui se dérouleront du 14 au 23 novembre.

## La file devant l'ambassade

« J'ai envie de pleurer quand je vois les files d'attente devant les ambassades des pays occidentaux. » Ce sont les paroles de Predrag Matvejevic, écrivain, historien, citoyen de l'ex-Yougoslavie, qui, dès les années 1980, parlait du danger de l'éclatement de son pays.

Tout ce que Matvejevic a prédit s'est réalisé – et pire encore. Il est revenu sur place à Sarajevo, en septembre, pour assister aux quatrièmes Rencontres européennes du livre. Cette explosion de haine fratricide servait de toile de fond aux Rencontres, un rassemblement d'écrivains d'Europe et de l'ex-Yougoslavie. Un lieu où on est venu échanger des souvenirs et vérifier les attitudes des ex-frères, devenus ennemis.

M. Matvejevic a aussi fait la queue devant une ambassade occidentale. Il a vécu à Paris, ensuite à Rome, où il demeure actuellement. Personne ne saurait le blâmer pour ses années d'exil. Né à Mostar en Bosnie, il a quitté cette ville en 1991. Mostar a été le théâtre d'un crime de guerre d'ordre culturel : la destruction du vieux pont de l'époque ottomane par des forces croates.

Aux Rencontres, il y avait aussi Aleksandar Hemon, né en 1964, qui vit maintenant à Chicago. Il écrit encore, en bosniaque, une chronique pour le quotidien local, mais rédige ses romans en anglais (on peut également lire un de ses romans en français, *De l'esprit chez les abrutis*). Regrette-t-il de s'être exilé ? La réponse se trouve, en partie, dans les parcs municipaux de cette ville. Ces parcs ont été transformés en cimetières pendant le siège organisé par les forces serbes.

Un acte audacieux, alors, de venir à Sarajevo présenter *L'analyste*, mon dernier roman qui a comme décor la ville de Belgrade, pendant les terribles années de la guerre en Bosnie (1992-1995). Aux Rencontres, j'ai parlé du personnage principal, un homme dont la vie est consacrée à la résistance contre le régime de Milosevic. J'ai aussi parlé des dizaines de milliers de jeunes hommes qui ont choisi l'exil plutôt que l'armée, qui ont préféré partir à l'étranger plutôt que de combattre leurs anciens concitoyens.

« Un Serbe qui se battait contre Milosevic ? Un Serbe qui ne voulait pas faire la guerre contre nous ? Impossible ! » La réaction des gens de Sarajevo ne m'a pas du tout surpris. Leurs médias, ni pendant ni après la guerre, n'ont jamais mentionné l'existence du mouvement contre Milosevic en Serbie (même si on lisait sur le sujet en Occident). Et quand on pense aux pierres tombales dans les parcs, on comprend le peu de tendresse que ressentent les citoyens de cette ville envers ceux qui ont organisé le siège.

Un roman peut-il changer les attitudes dans cette région éprouvée ? Difficile à croire...

## David Homel

L'auteur est romancier et chroniqueur littéraire à *La Presse* et a publié plusieurs romans.



David Homel

## Abonnez-vous au journal Alternatives !



En vous abonnant, pour seulement 25 \$ par année, vous contribuez à soutenir l'équipe du journal qui travaille à vous offrir une information différente et de qualité.

Envoyez ce coupon avec un chèque à :  
Journal Alternatives  
3720, avenue du Parc  
Bureau 300  
Montréal (Qc) H2X 2J1

UN MENSUEL INDÉPENDANT DISTRIBUÉ À PLUSIEURS MILLIERS D'EXEMPLAIRES À TRAVERS LA PROVINCE.

Nom \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_  
Ville \_\_\_\_\_ Code postal \_\_\_\_\_  
Téléphone \_\_\_\_\_  
Courriel \_\_\_\_\_

Alternatives, c'est beaucoup plus qu'un journal ! Pour en savoir plus : [www.alternatives.ca](http://www.alternatives.ca)

alternatives  
LE JOURNAL

Novembre 2003

Tu cherches  
la marge?  
Nous aussi!

[www.cismfm.qc.ca](http://www.cismfm.qc.ca)

CISM  
89,3 FM  
la marge